Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2016)

Heft: 2110

Artikel: Les universités suisses sont très internationales, mais jusqu'à quand? : Quatre hautes écoles suisses parmi les dix plus internationales du monde

Autor: Guyaz, Jacques

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1023365

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

de trouver la meilleure solution pour le trafic qu'il faudra détourner en 2027 pour permettre de moderniser le tube routier actuel, y compris par exemple l'utilisation, d'une façon ou d'une autre, du tunnel ferroviaire de faîte. L'option raisonnable pourra être prise en connaissance de cause, après avoir développé toutes les potentialités des diverses composantes, ferroviaires et routières, dont l'une pourrait s'avérer intéressante, celle qui mettrait la route du col du Gothard au niveau d'utilisation de celle du Simplon.

La pire des solutions n'est pas une fatalité.

Les universités suisses sont très internationales, mais jusqu'à quand?

Quatre hautes écoles suisses parmi les dix plus internationales du monde

Jacques Guyaz - 20 janvier 2016 - URL: http://www.domainepublic.ch/articles/28817

Les classements mondiaux des meilleures universités sont aujourd'hui bien connus et très utilisés par les établissements supérieurs pour soigner leur image de marque (DP 2098).

La source la plus fiable en la matière, le *Times Higher Education*, vient de publier la liste des universités les plus internationales en combinant trois critères: tout d'abord la part de personnel étranger chez les chercheurs et les enseignants, ensuite la proportion d'étudiants en provenance d'autres nations, enfin le taux de publications scientifiques issues de l'établissement avec au moins un coauteur étranger.

Ces critères créent des biais statistiques. Ainsi les deux premiers établissements, l'Université du Qatar et celle du Luxembourg fondées respectivement en 1973 et 2003, sont des institutions quasiment hors-sol, ayant tout importé, le corps enseignant comme la grande majorité des étudiants; les Qataris sont dans les profondeurs du classement en ce qui concerne la qualité de leur haute école alors que le Luxembourg occupe une très honorable 193e place.

Mais, pour nous, l'intérêt de cette liste est la présence de quatre universités suisses dans les dix plus internationales de la planète: l'EPFL est quatrième juste derrière Hong Kong, Genève cinquième, l'EPFZ se retrouve au septième rang et St-Gall occupe la huitième place.

Inutile de se gonfler les biceps. Un pays de taille moyenne comme le nôtre ne peut trouver sur place toutes les compétences nécessaires et doit les recruter à l'étranger. Il ne bénéficie pas d'un *«marché»* de 320 millions d'habitants comme les USA ou de 65 millions comme la Grande-Bretagne, ce qui explique que les universités les plus célèbres de ces deux pays apparaissent fort peu internationales à l'exception d'Oxford en 18e position.

Le recrutement très international des hautes écoles helvétiques est par ailleurs un phénomène ancien. La proportion d'étudiants étrangers était même plus élevée avant la première guerre mondiale, de l'ordre de 50% contre 27% en 2010. Même durant le grand repli de l'entre-deux-guerres, la part des allogènes s'est maintenue autour de 25%, ce qui est très élevé comparé aux pays voisins. Les étudiantes étrangères représentaient près de 22% des effectifs en 1907. Beaucoup d'entre elles étaient des Russes juives venues étudier la médecine dans notre pays, à la suite des limitations antisémites dans l'empire russe.

La leçon à tirer de ces

classements? L'ouverture internationale de notre pays est absolument indispensable et nous avons un besoin impératif de compétences étrangères pour maintenir la qualité de nos prestations éducatives et scientifiques. Le résultat de la votation du 9 février 2014 crée un danger évident de régression.

Certes le nouvel article constitutionnel prévoit que *«les plafonds et les contingents annuels […] doivent être fixés en fonction des intérêts économiques globaux de la Suisse»*, et il faut espérer que la présence de chercheurs et d'enseignants étrangers sera considérée comme faisant partie de ces intérêts économiques globaux. Ils auront donc peut-être droit à des facilités… mais toujours sous l'œil suspicieux de l'UDC. Et l'on voit bien que cette situation sera intenable à moyen terme.

Profitons bien de la lecture de ces classements. Dans quelques années, nos universités risquent d'y être beaucoup moins présentes.

Affronter la quatrième révolution industrielle

La numérisation généralisée et la connectivité pour tous: chances, mais aussi inégalités et périls en vue

Yvette Jaggi - 25 janvier 2016 - URL: http://www.domainepublic.ch/?p=28841

Ces dernières années, un peu plus de la moitié des sociétés figurant en 2000 parmi les 500 plus grandes entreprises du monde recensées par la revue *Fortune* ont disparu de ce classement.

Principale raison de cette élimination: la conservation d'un modèle d'affaires non adapté à l'économie numérique. C'est l'avis, transmis au récent Forum de Davos par un connaisseur, Pierre Nanterme, patron d'Accenture, la plus grande des multinationales du conseil aux entreprises.

Cette quatrième révolution industrielle tue ou affaiblit donc de grandes sociétés, écartées du marché pour n'avoir pas su prendre le virage du numérique. Elles ont négligé – ou refusé – de se mettre à l'interconnexion continue et généralisée, à l'Internet des objets, aux méthodes agiles de la production décentralisée, du financement partagé, des robots à tout faire.

Et pourtant, la troisième révolution, déclenchée vers 1970, décrite par Jeremy Rifkin une quarantaine d'années plus tard, contestée à gauche et en vérité déjà dépassée, avait donné de sérieux signes avant-coureurs de la quatrième.

De fait, elle annonçait déjà la configuration emblématique de la révolution contemporaine: le fameux «*Big Data*», cet ensemble de technologies permettant de fournir au bon utilisateur et au bon moment les bonnes informations extraites de masses de données de plus en plus complexes et interconnectées, accumulées à une cadence exponentielle depuis des dizaines d'années.

A l'instar des entreprises, les pays s'avèrent inégaux devant les effets de la quatrième révolution industrielle.

La Suisse semble bien équipée pour y faire face, selon une étude comparative portant sur la situation dans 45 pays récemment présentée par UBS. Les résultats ressemblent fort à ceux des classements internationaux de la compétitivité, avec la Suisse et Singapour en tête, suivis sans surprise par les pays scandinaves, les USA et le Royaume-Uni. Inversement, plusieurs économies développées se mêlent aux marchés émergents dans la moitié inférieure de la liste où se retrouvent notamment l'Espagne et le Portugal. Parmi les plus impréparés, on repère l'Indonésie, la Turquie, l'Inde